



LITTLE, J. I., *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth-Century Quebec. The Upper St. Francis District.* Montréal, Kingston, London, McGill-Queen's University Press, 1989.

Françoise Noël

Volume 43, Number 4, Spring 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304851ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304851ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Noël, F. (1990). Review of [LITTLE, J. I., *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth-Century Quebec. The Upper St. Francis District.* Montréal, Kingston, London, McGill-Queen's University Press, 1989.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43(4), 590–591.  
<https://doi.org/10.7202/304851ar>

LITTLE, J. I., *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth-Century Quebec. The Upper St. Francis District*. Montreal, Kingston, London, McGill-Queen's University Press, 1989.

À cause de la pauvre qualité des sols, la colonisation du District du Haut-Saint-François fut lente et difficile. Seuls les colons avec peu de capitaux, Écossais ou Canadiens français, y furent attirés. L'agriculture en fut nécessairement une de subsistance, et le bois la seule source de revenu d'appoint. En analysant ce processus de colonisation, Jack Little tient pour acquis qu'une économie agro-forestière était un des choix possibles comme base du peuplement. Mais, si le gouvernement provincial valorisait la colonisation pour contrer l'émigration des Canadiens français vers les États-Unis, il demeurerait néanmoins résolument attaché à l'exploitation des ressources forestières par des entreprises capitalistes de grande envergure. Little examine les projets de colonisation et les activités des grandes entreprises dans le district du Haut-Saint-François et démontre à quel point ces dernières furent favorisées par le gouvernement au détriment des colons. Ce livre traite donc non seulement du nationalisme et de la colonisation mais aussi du commerce du bois et de la politique économique du gouvernement à cet égard.

Little commence son analyse avec la fondation de la *British American Land Company* et la façon dont celle-ci hypothéqua le futur développement des Cantons de l'Est, mais la plus grande partie de l'ouvrage concerne les projets de colonisation qui se succédèrent après l'octroi du gouvernement responsable.

L'organisation à Montréal et à Québec d'une Association des Townships amena une première tentative de colonisation, mais, en dépit de l'appui de l'Association, les premiers colons canadiens qui s'établirent dans le Haut-Saint-François firent face à bien des épreuves. Little écarte les critiques de ce plan basé sur la philosophie de Wakefield — opposée à la colonisation des indigents —, mais il est lui-même sévère vis-à-vis de la décision du gouvernement d'octroyer des lots de 50 acres seulement dans cette région où les sols étaient plus fertiles et où les colons dépendaient de la forêt pour survivre.

Après la Confédération, l'émigration continuant à augmenter, le gouvernement provincial accorda un plus grand appui à la colonisation. Une nouvelle loi sur les sociétés de colonisation (1869) favorisa l'établissement de Piopolis, sous le leadership de Jérôme-Adolphe Chicoyne. Cette colonie, conçue pour les zouaves, n'en compta pourtant que très peu parmi les premiers colons. Son implantation au sein d'une population écossaise et la compétition pour les quelques terres non concédées dans ce township créèrent une situation qui aurait pu facilement tourner à la violence.

La Patrie, une colonie dont le but était de rapatrier les Franco-Américains, eut encore moins de succès. La récession de 1873 explique que 600 familles aient accepté de s'établir dans la région; mais, après avoir reçu du gouvernement un prêt de 140\$ pour s'installer, la plus grande partie d'entre elles disparurent. Ce plan eut pour effet de subventionner une réserve de main-d'œuvre industrielle pendant la période de crise.

La compagnie C. S. Clark avait un monopole quasi total sur l'industrie forestière de la région, mais elle payait mal ses droits de coupe. Little, limité

par l'absence des archives de la compagnie, démontre pourtant que la situation financière de celle-ci ne fut jamais très forte. Ni la municipalité ni les habitants ne pouvaient empêcher les déprédations de leurs propriétés ou l'utilisation abusive de la rivière par la compagnie. Ce n'est donc pas à ses contributions à la colonisation ni à son pouvoir financier que la compagnie dut son succès. Little conclut: «the history of C. S. Clark and Company had as much to do with political power as it did with market-place imperatives.» (p. 124)

Le gouvernement appuya aussi la construction, par J. H. Pope, d'un chemin de fer entre Sherbrooke et le Maine. L'International semble avoir très peu bénéficié aux agriculteurs mais il contesta le monopole de C. S. Clark dans la région. Trois compagnies étrangères de colonisation reçurent aussi un permis d'exploitation dans ces cantons, mais elles s'en tinrent surtout à l'exploitation du bois et firent très peu pour le peuplement de la région.

Selon Little, l'expérience des compagnies forestières et des colons dans le Haut-Saint-François ne ressemble à aucun des modèles existants. En effet, il s'agit d'une agriculture de subsistance très peu liée à une industrie forestière, externe et capitaliste. En réalité, les colons étaient obligés de vendre du bois — souvent dans l'illégalité — pour survivre. Little critique le système qui en résulte. À son avis, si les colons avaient eu le contrôle du bois, cette ressource aurait été gérée d'une façon plus convenable. Un meilleur accès au bois aurait sans doute profité aux colons et aux petits entrepreneurs, comme au Nouveau-Brunswick au début du XIXe siècle (cf. Graham Wynn, *Timber Colony*), mais il est loin d'être certain que cette situation aurait entraîné des mesures de conservation plus sévères, basées sur une perception du bois comme ressource renouvelable. Pour cela, il aurait fallu un changement de mentalité considérable. À cette époque, comme aujourd'hui, l'éthique capitaliste l'emporta.